

LE **CONTRAT** **ÉCOLOGISTE** POUR LES **PAYS DE LA LOIRE** **10 PILIERS... 10 AMBITIONS !**

LE PILIER EMPLOI ET ÉCONOMIE

POUR LA CONVERSION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE DES PAYS DE LA LOIRE :
DES EMPLOIS LOCAUX, DURABLES ET DE QUALITÉ

LE PILIER CONNAISSANCES ET FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

POUR DONNER À CHACUN LES MOYENS
DE SON ÉPANOUISSEMENT PERSONNEL ET PROFESSIONNEL

LE PILIER MOBILITÉS, TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

POUR INVENTER, ENSEMBLE, DE NOUVELLES FAÇONS DE SE DÉPLACER

LE PILIER HABITAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

POUR UN PLAN DON QUICHOTTE DU LOGEMENT À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

LE PILIER ENERGIE, AIR, CLIMAT

POUR UNE RÉGION QUI ANTICIPE L'APRÈS-PÉTROLE

LE PILIER EAU, BIODIVERSITÉ, MER, LITTORAL

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE

LE PILIER ALIMENTATION, AGRICULTURE ET PÊCHE

POUR UNE ALIMENTATION SAINE,
POUR UNE AGRICULTURE BIO ET PAYSANNE, POUR UNE PÊCHE DURABLE

LE PILIER SANTÉ

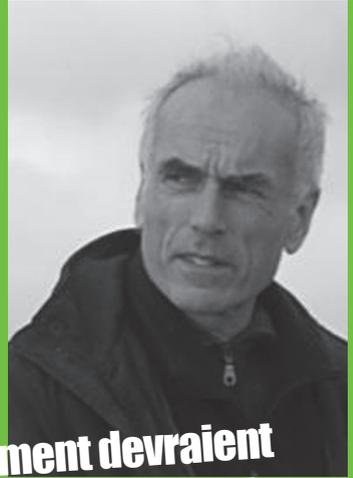
POUR LA SANTÉ POUR TOUS, LA SANTÉ AUTREMENT, LA SANTÉ PARTOUT

LE PILIER SOLIDARITÉS, COOPÉRATIONS ET CULTURES

POUR FAIRE DE LA CULTURE ET DES SOLIDARITÉS UN MOTEUR
DE DÉVELOPPEMENT INDIVIDUEL ET COLLECTIF

PILIER ORGANISATION DU TERRITOIRE, DÉMOCRATIE RÉGIONALE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

POUR UNE RÉGION EXEMPLAIRE,
UN PACTE PARTAGÉ DE RESPONSABILITÉ ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE



“ **Les conseils de développement devraient être des lieux de débat, d'expression et de propositions... Je crains que les élus n'aient pas compris l'importance de ce nouveau type d'instances démocratiques et citoyennes.**
**Pierre-Jean, 57 ans, consultant,
Saint-Michel le Cloucq**



“ **Les dernières innovations en technologie de l'information permettent une diminution des besoins en transport, contribuant à diminuer notre consommation énergétique. Comment aider à leur diffusion ?**
Armand, 24ans, étudiant à polytech'nantes, Nantes



LE PILIER ORGANISATION DU TERRITOIRE, DÉMOCRATIE RÉGIONALE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

**Pour une région exemplaire, un pacte partagé
de responsabilité écologique et sociale**

Les écologistes ont toujours été partisans d'une régionalisation accrue de notre vie démocratique. Pour nous, l'échelon régional est un niveau pertinent pour mener toute une série de politiques : c'est à la fois une taille suffisante et une dimension proche de la population. La gestion régionale des lycées ou des TER est ainsi plus dynamique, pertinente et performante que celle que menait l'État, tandis que les citoyens doivent pouvoir directement interpeller les élus régionaux...

Nous militons donc pour le renforcement de la Région, de ses compétences et de ses moyens d'action au service des citoyens. Et, parce que nous voulons des Régions plus fortes et plus proches des citoyens, nous refuserons toute régression démocratique, notamment par le biais d'une modification du mode de scrutin.

Nous souhaitons une organisation de notre territoire qui corresponde aux besoins et au confort des personnes qui vivent sur ce territoire, qui lutte contre l'étalement urbain et la fracture numérique...

Notre projet est traversé par une exigence forte, celle de la transparence, de la démocratie locale et vraiment participative. Inventer un mode de gouvernance transversale, qui lie vraiment économie, social et environnement. Inventer, ensemble, une autre façon de faire de la politique.



Une Région qui résiste aux tentations de la recentralisation.

Il faut s'opposer à tous les projets qui mettent sous tutelle la Région. , Si une grande réforme des collectivités et de la fiscalité locale est nécessaire, il est insupportable de rogner les compétences de l'institution (lui ôtant la clause de compétence générale) et ses marges de manœuvre budgétaires (supprimant sa capacité à lever l'impôt). Instituer un mode de scrutin (uninominal à un tour) serait inacceptable : avec 20 % de proportionnelle, il ne respecte pas le choix des électeurs et rend impossible la parité hommes/femmes.

La nouvelle majorité régionale devra être active lors des débats sur la réforme territoriale : ouverte à une redéfinition des compétences qui favorise une meilleure lisibilité pour les citoyens, exigeante sur la question de la représentativité du futur Conseil régional et sur les moyens d'action qui lui seront accordés, mais aussi capable d'avancer des propositions.

Une région d'Europe

L'élargissement de l'Europe a malheureusement rendu le projet européen plus fragile : les négociations entre Etats s'enlisent trop souvent dans des débats incompréhensibles pour le citoyen, la logique libérale et conservatrice produit une politique commune du plus petit commun dénominateur. Les collectivités locales ont une responsabilité essentielle pour redonner au projet européen le souffle qui lui fait trop souvent défaut.

Nous militons pour des régions reconnues et puissantes, porteuses de projets dynamiques et en phase avec les réalités locales. Des régions qui trouvent, dans l'Union européenne, toute leur place, à l'image des régions espagnoles, ou encore des Länder allemands. Sur les questions de maîtrise des ressources naturelles, de construction culturelle, d'innovation, ce que les Etats, prisonniers d'égoïsmes nationaux, ne parviennent pas à réaliser, des régions fortes, par leurs coopérations ou leurs actions concertées peuvent le faire.

Création artificielle, la région des Pays de la Loire ne s'appuie pas sur une histoire forte, à l'inverse d'autres régions françaises. Elle est avant tout une mosaïque de pays aux identités fortes, qu'il s'agit de respecter et de cultiver, car elles sont une richesse.

Il ne sert à rien de dépenser des sommes considérables dans des campagnes de communication, tentant vainement de créer une identité régionale "ligérienne" unique qui n'existe pas.

Nous ne pouvons ignorer que Nantes reste la capitale historique de la Bretagne. Les questions de la pertinence du découpage administratif et de la réunification de la Bretagne sont donc légitimes.

Après le temps de l'évitement ou de la caricature doit s'ouvrir celui du débat démocratique.

L'aborder suppose un préalable : en finir avec les rivalités et les concurrences. Nous avons, avec la région Bretagne, à faire face aux mêmes défis dans nombre de domaines (enseignement, recherche, énergie, agriculture, eau, transport...). Nous devons commencer par y répondre ensemble : c'est la condition nécessaire d'un véritable débat, qui, demain, devra être nourri de ce travail commun sur des dossiers concrets, sur de véritables planifications interrégionales. C'est pour nous une priorité de ce mandat.

Nous réaffirmons notre volonté d'aller au fond de cette question, et de nous fixer pour objectif, au final, et dès lors que la loi le permettra, de donner le dernier mot aux citoyennes et citoyens, par voie de référendum.

Les futurs élus d'Europe Écologie, dans les Conseils régionaux de Bretagne et Pays de la Loire, prendront l'initiative, dès après les élections régionales, d'enclencher ce processus démocratique pouvant aboutir à la réunification de la Bretagne.

Ils le feront en étroite collaboration avec les élus Europe Écologie qui siègent dans d'autres assemblées (Conseil général de Loire-Atlantique, Assemblée nationale, conseils municipaux de Nantes et Rennes, etc.) pour faire avancer au maximum cette position. Le programme Europe Écologie Pays de la Loire prend de plus des engagements clairs : soutien à la création d'un lycée bilingue Diwan en Loire-Atlantique, soutien aux filières de formation des enseignants en breton, généralisation d'une signalisation bilingue français-breton sur les panneaux relevant de la compétence régionale en Loire-Atlantique, mise en valeur de l'identité bretonne de la Loire-Atlantique notamment dans les politiques culturelles et touristiques.



LE PILIER ORGANISATION RÉGIONALE ET LUTTE CO

Pour une région exemplaire, un pac

Le devoir d'inventer

Nous voulons donner un nouveau souffle à la véritable décentralisation, appuyée sur le droit à l'expérimentation qui redonnera l'initiative aux citoyens et à leurs élus. C'est une nouvelle démocratie régionale qu'il faut inventer, provoquant l'échange entre experts, élus, chercheurs et citoyens sur les grands projets, les aménagements ou la recherche... Un dialogue enrichi par un Conseil Régional des Jeunes plus autonome et créatif, par un droit d'initiative citoyenne, par des référendums régionaux...

L'égalité réelle : un défi pour la cohésion sociale et territoriale

Soixante ans après la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen, les discriminations sont toujours d'actualité, qu'elles soient liées au genre ou à l'orientation sexuelle, à l'origine sociale ou géographique, à l'âge, à l'apparence ou au handicap.... Elles nuisent au besoin de reconnaissance de chaque individu et constituent un frein réel à la démocratie... à l'exercice de la citoyenneté.

Égalité homme/femme, inégalités sociales, lutte contre toutes les discriminations... La politique régionale doit être guidée par un principe d'universalité, dans une visée d'intérêt général et d'équilibre des territoires. Le combat pour l'égalité réelle relève d'une politique volontariste forte et affichée. Dans un contexte de désengagement continu de l'État, la Région peut et doit s'appuyer sur ses compétences, structurantes sur le territoire, pour prendre en compte cet enjeu et faire de l'égalité pour tous un élément incontournable du mieux-vivre ensemble. Elle doit soutenir les initiatives et les projets innovants pour lutter contre les représentations et les jugements de valeur, notamment dans les établissements de formation.

Contre la fracture numérique

Bien aménager le territoire, c'est aussi lutter contre toutes les fractures numériques (zones d'ombre, accès et accompagnement des publics...)... et ainsi contribuer à la limitation des déplacements (visioconférence, télétravail, télétransmission...).

La Région doit mieux intervenir, à la fois sur les infrastructures et les usages. À travers le syndicat mixte Gigalis, elle peut impulser l'offre du « bon débit » (adapté aux usages, haut ou très haut débit) et notamment le déploiement de la fibre optique. Elle doit également faciliter le développement des usages et l'accompagnement des publics (appels d'offres...).

Notre région est l'une des premières en France pour la concentration d'acteurs de l'informatique spécialisés dans les logiciels libres, avec de nombreuses entreprises expertes dans l'animation de communautés virtuelles ou dans la communication numérique... Valorisons ce savoir-faire au profit de tous.

DU TERRITOIRE, DÉMOCRATIE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le pacte partagé de responsabilité écologique et sociale

LES PROPOSITIONS D'EUROPE ÉCOLOGIE PAYS DE LA LOIRE

Conclure un pacte de responsabilité écologique et sociale

Nous lancerons un large débat, ouvert à tous les citoyens et aux corps intermédiaires, animé et valorisé par tous les moyens de communication, et notamment sur Internet. Nous devons aboutir à la clarification et à la formalisation d'un pacte régional qui permettra :

- de fixer les grandes orientations des politiques publiques régionales,
- de déterminer **les règles de l'intervention de la Région auprès de ses partenaires** (collectivités, entreprises, associations, établissements d'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, acteurs des transports, etc.). Il s'agira de clarifier les engagements contractuels indispensables qui permettront de conditionner les aides régionales au respect de critères sociaux et environnementaux utiles à tous.
- de **construire des indicateurs** partagés et dynamiques caractérisant la situation économique et sociale dans notre région, d'évaluation des politiques régionales, en insistant sur la mesure des inégalités et des discriminations (santé, accès à l'emploi, environnement...).

De soutenir les initiatives de formation en faveur **du mieux vivre ensemble**.

Placer les citoyens au cœur de la réflexion et de la décision publiques

Nous mettrons en place **un fonds régional de soutien à l'expérimentation citoyenne**, afin de soutenir des projets innovants sur le champ de l'économie, du social, du solidaire.

Pour les grands projets engageant l'avenir de la région et qui transcendent les clivages politiques traditionnels (nouvel aéroport de Notre Dame des Landes, organisation administrative et limites régionales...), nous souhaitons que les citoyens puissent être consultés, **par référendum**.

Les Pays de la Loire, région exemplaire

Europe Écologie veut construire une Région exemplaire.

Toutes les politiques régionales doivent être élaborées à l'aune du développement durable, de la solidarité et de l'éthique. En effet, la Région ne pourra déclencher le changement rapide qu'exige l'urgence climatique, ni entraîner autour d'elles les citoyens et les divers acteurs régionaux, si elle n'est pas elle-même irréprochable dans ses pratiques.

L'éco-conditionnalité qu'elle généralisera, pour toutes ses aides et interventions, vaudra pour sa propre gestion : qualité environnementale du bâti régional, qualité sociale de sa gestion des ressources humaines, transparence de ses budgets...

Et nous irons encore plus loin, en développant la commande publique en produits équitables éco-responsables, en favorisant le train pour tous les déplacements d'élus et de techniciens régionaux, en créant un fonds de compensation carbone pour tous les déplacements à l'international...

L'ÉCOLOGIE C'EST ICI C'EST MAINTENANT !



JEAN PHILIPPE MAGNEN
TÊTE DE LISTE EUROPE ECOLOGIE
PAYS DE LA LOIRE

Psychothérapeute, Adjoint au maire de Nantes à la coopération décentralisée et co-développement, chargé du quartier Dervalières/Zola. Conseiller communautaire de Nantes Métropole en charge de l'économie sociale et solidaire et de la coopération décentralisée, il est la cheville ouvrière des EcoSossiles, un rendez-vous annuel consacré à l'Économie Sociale et Solidaire.



CHRISTOPHE DOUGÉ
TÊTE DE LISTE EUROPE ECOLOGIE
LOIRE-ATLANTIQUE

Coordinateur d'associations en environnement dans l'Estuaire de la Loire. Membre du comité de bassin de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne. Ancien directeur de la Ligue pour la Protection des Oiseaux Loire-Atlantique. Christophe Dougé est engagé depuis plus de 20 ans dans la préservation de la Loire et de son estuaire.



MATTHIEU ORPHELIN
TÊTE DE LISTE EUROPE ECOLOGIE
MAINE ET LOIRE

Ingénieur Centrale Nantes et docteur des Mines de Paris, il est directeur de la recherche de l'ADEME, agence où il travaille depuis 10 ans sur les thématiques du développement durable. Il a participé à toutes les phases du Grenelle de l'environnement au niveau national.



MICHEL PERRIER
TÊTE DE LISTE EUROPE ECOLOGIE
MAYENNE

Assistant technique à l'action sociale CPAM, ancien syndicaliste CFDT, il était jusqu'en octobre 2009, co-président de Mayenne surVOLtée et de STOP THT, président de Mayenne Vivante - Vert



SOPHIE BRINGUY
TÊTE DE LISTE EUROPE ECOLOGIE
SARTHE

Juriste environnement, spécialiste en droit de l'environnement, Sophie Bringuy a choisi de mettre l'outil juridique au service des associations. Elle a participé à la création d'une première Amap au Mans et aide bénévolement les associations dans leurs actions.



CLAUDINE GOICHON
TÊTE DE LISTE EUROPE ECOLOGIE VENDÉE

Infirmière en psychiatrie et arthérapeute. Conseillère régionale sortante, adjointe à Thorigny, en charge de l'agenda 21 local, militante associative. Membre de la commission solidarité solidarités humaines et territoriales, elle a travaillé à la mise en place des conditionnalités des aides dans les contrats territoriaux uniques et la création des maisons de santé.



FRANCOIS DE RUGY
PRÉSIDENT DU COMITÉ DE SOUTIEN

Député écologiste de Loire-Atlantique, conseiller municipal d'Orvault et Conseiller communautaire de Nantes Métropole.



EVA JOLY
DÉPUTÉE EUROPÉENNE

Ancienne juge d'instruction, spécialiste des dossiers politico-financiers, elle s'illustre notamment dans l'affaire Elf. Conseillère de gouvernements, elle est depuis 2009 députée européenne la circonscription Ile de France.



YANNICK JADOT
DÉPUTÉ EUROPÉEN

Député européen de la circonscription Ouest de la France depuis 2009. En 2008, il quitte Greenpeace pour rejoindre Europe Ecologie car face à la crise écologique, il considère que l'offre politique est insatisfaisante voire indigente : "A nous d'incarner cet espace qui représente largement plus de 10 % dans l'opinion"



CÉCILE DUFLLOT
TÊTE DE LISTE EUROPE ECOLOGIE ILE
DE FRANCE

Urbaniste, élue à Villeneuve St-Georges (94), elle est élue secrétaire nationale du parti écologiste Les verts en 2008, en portant le projet du Rassemblement Europe Ecologie.



DANIEL COHN-BENDIT
CO-PRÉSIDENT DU GROUPE VERT AU
PARLEMENT EUROPÉEN

C'est lors de son 3ème mandat de député européen qu'il réunit les principales composantes du mouvement écologiste en France dans le Rassemblement Europe Ecologie. En 2009, pour les élections européennes, il conduit la liste Europe Ecologie en Ile de France.



DOMINIQUE VOYNET
MEMBRE FONDATRICE
DU PARTI DES VERTS

ancienne ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, candidate Verts à l'élection présidentielle de 2007, elle est sénatrice de Seine-Saint-Denis et maire de Montrouil depuis 2008.

